CHAPITRE 1

Responsabilité civile en droit des sociétés en France^{*}

Hugues Kenfack

Professeur à l'Université de Toulouse, Doyen de la Faculté de droit de Toulouse

Etre homme, c'est précisément être responsable a écrit Antoine de Saint-Exupéry dans *Terre des Hommes*. Peut-on transformer cette idée en Etre une société, c'est précisément être responsable, du moins en droit français ? Le raccourci serait trop rapide, même si la société est vraiment le socle de la responsabilité civile. Quelles sont donc les manifestations de la responsabilité civile en droit des sociétés en France ? Il est possible de répondre que ce sont les mêmes qu'en Pologne, ce qui faciliterait la tâche.

D'emblée, une limitation du sujet s'impose. D'une part, convient-il de se limiter aux sociétés commerciales ou d'y englober les sociétés civiles ? Même dans le cadre de ce débat, et en envisageant uniquement les sociétés commerciales, leur diversité est grande en droit français : sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée, société par action simplifiée, sociétés en nom collectif, ou même société européenne..., avec des règles et des responsabilités différentes : laquelle privilégier ? Convient-il de n'envisager que les sociétés in bonis ou faut-il y inclure les sociétés en difficulté ?

D'autre part, comme mes collègues de Pologne traitent l'un de la responsabilité de la société mère pour faute de la filiale¹ et l'autre de la responsabilité de la société envers les actionnaires minoritaires², il convient de laisser de côté ces responsabilités particulières, pour envisager la

* L'auteur adresse ses remerciements au Professeur dr. hab. Zbigniew Hajn, Directeur du Département du droit européen et collectif du travail de l'Université de Łódź, au Dr Dagmara Skupień, Présidente de la Section polonaise de l'Association Henri Capitant et au Professeur dr. hab. Mariola Lemonnier, Vice doyen de la Faculté de Droit et d'Administration (UWM Olsztyn) et professeur invité à la Faculté de Droit de Toulouse, pour leur superbe accueil et organisation matérielle et scientifique de la journée franco-polonaise du 6 mai 2014 à Łódź.

1 Professeur Wojciech Popiolek (US)

2 Professeur à l'Université de Warmia et Masurie (Olsztyn), Vice doyen de la Faculté de droit et d'administration.

responsabilité de la société en général comme personne morale devant répondre de ses actes, l'essentiel des développements étant relatif aux sociétés par action et sociétés à responsabilité limitée.

Une fois le principe de cette limitation posée, le chercheur enthousiaste s'est précipité dans les bons ouvrages pour essayer de dégager un « droit commun » de la responsabilité de la société et à force de chercher sans trouver, il a fini par... trouver sans chercher et donc de retourner à sa première logique.

Ramené à l'essentiel, deux possibilités s'offrent à la victime. Elle peut intenter une action en responsabilité civile contre la société sur le fondement contractuel (inexécution ou mauvaise exécution d'un contrat par la société). Elle peut aussi le faire sur le fondement délictuel. Une telle démarche est cependant simpliste et ne montre pas toute la richesse de ce sujet.

En réalité, la responsabilité civile en droit des sociétés en France concerne deux domaines bien particuliers. D'une part, les actions en responsabilités qui sont un prolongement du droit commun de la responsabilité civile des personnes morales, telle qu'elle relève du code civil. D'autre part, les acteurs de cette responsabilité civile, qui sont parfois sous l'influence du droit des sociétés lui-même sous l'emprise du code civil, avec toutefois des particularités en fonction de l'acteur concerné. Il est opportun d'envisager les actions en responsabilité (I) et les acteurs de la responsabilité (II).

I. Les actions en responsabilité civile en droit des sociétés

Les personnes morales sont responsables, sur le plan civil, des agissements dommageables commis en leur nom. Les actions en responsabilité civile sont de deux ordres et elles concernent tant les sociétés civiles que les sociétés commerciales. L'une concerne la responsabilité indirecte de la société du fait de ses préposés (A) et l'autre l'action en responsabilité directe de la société par assimilation (B).

A. L'action en responsabilité indirecte de la société du fait de ses préposés

En laissant de côté ses dirigeants ou gérants, une personne morale peut être considérée comme un commettant à l'égard des personnes qui travaillent pour son compte. Cette action relève du droit commun de la responsabilité civile.

Conformément à l'article 1384 alinéa 5 du Code civil français, la société répond des fautes commises par ses préposés, salariés notamment dans l'exercice de leurs fonctions.

Une société ne pourra cependant pas être responsable civilement des dommages causés par l'un de ses préposés lorsque ce dernier a agi en dehors des fonctions auxquelles il est employé, sans autorisation et à des fins étrangères à ses attributions³. Mais la société reste responsable si la victime prouve qu'elle était fondée à croire que le préposé agissait dans l'exercice de ses fonctions⁴.

B. L'action en responsabilité directe de la société par assimilation

Dans un arrêt demeuré célèbre de 1977, la Cour de cassation française a décidé qu'une personne morale « répond des fautes dont elle s'est rendue coupable par ses organes et en doit réparation à la victime sans que celle-ci soit obligée de mettre en cause, sur le fondement de l'article 1384 alinéa 5 du Code civil, lesdits organes pris comme préposés »⁵. En principe donc, les fautes commises dans le cadre de leurs fonctions par les dirigeants, par exemple les faits de concurrence déloyale, la rupture abusive d'un contrat sont directement des fautes de la personne morale. Les actes fautifs du ou des gérants de société civile, agissant dans l'exercice de leurs fonctions entraînent la responsabilité civile de cette dernière. Il n'y a pas de véritable originalité à cette hypothèse qui relève de l'action classique issu de l'article 1382 du Code civil : la faute personnelle.

Pour engager une action en responsabilité délictuelle contre une société, le tiers n'a pas à démontrer l'existence d'une faute personnelle de la société dont il sollicite la réparation (ou même mettre en cause la personne qui est intervenue dans la réalisation du dommage, dirigeant ou préposé). Le célèbre arrêt de 1977 l'a clairement décidé dans une affaire où un ouvrier avait trouvé la mort à la suite du fonctionnement défectueux d'un monte-charge manœuvré par l'un des associés. Les ayants cause de la victime avaient actionné directement la société sur le fondement de l'article 1382 du Code civil. Le refus des juges du fond va donner lieu à la cassation dans les termes ci-dessus évoqués.

3 Cass. Ass. Plén. 15 novembre 1985 : JCP 1986, II, n° 20568 note G. Viney ; Cass. 2^e civ. 12 mai 2011, n° 10-20.590, Bull. civ. II, n° 110

4 Cass. 2^e civ. 29 mai 1996, RJDA 1996, n° 1145

5 Cass. 2^e civ. 27 avril 1977, Bull. civ. II., n° 108, p. 74. V. Déjà Cass. 2^e civ., 17 juillet 1967 : Bull. civ. II, n° 261 ; Cass. Com. 3 juin 2008, n° 07-12017 et 07-15228, RJDA 2008, n° 1131.

En outre, toute personne victime peut également rechercher la responsabilité civile de la société sur le fondement de la « garde » des choses ou même des animaux. Ainsi, dans un arrêt de 1984, une personne morale a été considérée comme gardienne... d'un animal dans une espèce où les dommages avaient été causés par un chien que l'on avait vu attaché dans l'enceinte d'une entreprise, dans un cas pourtant où le gardiennage ne faisait pas partie de l'objet social⁶. Il n'est pas discutable que la solution vaut aussi pour la garde des choses sur le fondement de l'article 1384 alinéa 1^{er} du Code civil.

Par ailleurs, la société peut être condamnée solidairement avec ses dirigeants au paiement des amendes prononcées contre ces derniers pour des infractions aux dispositions légales relatives à la liberté des prix et de la concurrence qu'ils ont commises, conformément à l'article L. 470-1 du Code de commerce. C'est déjà là envisager les acteurs de la responsabilité civile en droit des sociétés.

II. Les acteurs de la responsabilité civile en droit des sociétés

Deux acteurs principaux sont au centre de cette responsabilité civile : les dirigeants (A) et les salariés (B).

A. Les dirigeants

Il s'agit non de la responsabilité civile du fait des dirigeants, déjà évoquée ci-dessus, mais de la responsabilité civile des dirigeants qui seule sera envisagée ici⁷. Même ainsi limitée, on laissera de côté les situations particulières des sociétés spécifiques ci-dessus évoquées ainsi que celle des dirigeants de fait dont on sait qu'il est assimilé au dirigeant de droit pour tout ce qui concerne les aspects contraignants, fiscalité et responsabilité, sans pouvoir se prévaloir des règles favorables inhérentes au statut de dirigeant de droit⁸.

La responsabilité des dirigeants est fréquemment recherchée en droit français, que l'action soit exercée par les tiers ou par les associés ou actionnaires. Plusieurs raisons l'expliquent. L'une est que c'est une des réponses

6 Cass. 2^e civ. 22 février 1984, D. 1985, 19 note E. Agostini ; RTDciv. 1985, 399, obs. J. Huet

7 Sur l'ensemble de la question, V. Deen Gibirila, *Responsabilité civile des dirigeants de société*, éd. Francis Lefevre 2013.

8 M. Cozian, A. Viandier et F. Deboissy, *Droit des sociétés*, n° 261.

offertes aux associés pour lutter contre les dérives constatées dans la gestion de certaines sociétés. L'autre est que c'est une arme efficace entre les mains des associés minoritaires puisque, faute de majorité, ils ne peuvent révoquer les dirigeants. Sont concernés ici les dirigeants responsables vis-à-vis de la société et des associés et les tiers.

1. Les dirigeants responsables envers la société et les associés

Selon le droit commun complété par les articles 1843-5, 1850 du Code civil, L. 223-22 et L. 225-251 du Code de commerce, les dirigeants répondent des manquements aux dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés, de la violation des statuts (par exemple une clause limitative de pouvoirs) et surtout de leurs fautes de gestion (comportement du dirigeant non conforme à l'intérêt de la société)⁹. La nature de cette faute de gestion peut varier, allant de la simple imprudence ou négligence aux manœuvres frauduleuses plus graves¹⁰.

L'associé¹¹ peut en premier lieu demander la réparation du préjudice causé à la société par la faute de ses dirigeants : on parle alors d'action sociale « ut singuli ». Cette action a pour objet d'obtenir la réparation de l'entier préjudice causé à la société par les dirigeants. Le cas échéant, des dommages-intérêts peuvent être alloués à la société. Elle n'est pas recevable si elle tend à annuler un acte passé par un dirigeant et elle est soumise à un certain nombre de conditions.

Elle a un caractère subsidiaire et ne peut être exercée que si la société n'a pas agi elle-même par l'intermédiaire de son représentant légal. L'action a été jugée recevable lorsque le représentant légal avait agi, mais son action avait été considérée comme manifestement insuffisante pour obtenir la totalité du préjudice subi par la société¹².

Elle est conditionnée par la qualité d'associé (ou actionnaire) au moment où elle est exercée. Le demandeur qui perd cette qualité au jour où l'action est formée ou en cours d'instance ne peut l'exercer, même si elle a pour objet de réparer un préjudice né alors qu'il avait encore ladite qualité¹³.

9 Cass. Com. 22 octobre 2013, n° 12-24166

10 Sur des exemples jurisprudentiels de ces fautes de gestion V. Mementos Pratique Francis Lefevbre, Sociétés Commerciales 2014, n° 13952 et s.

11 Ou l'actionnaire

12 Cass. Crim. 16 décembre 2009, n° 08-88.305 dans le cas d'un représentant légal qui n'a émis aucune critique contre un des dirigeants encore en poste et qui n'a invoqué aucun préjudice.

13 Cass. Com. 26 janvier 1970, Bull. civ. IV., n° 30 ; CA Paris, 6 avril 2001, RJDA 2001, n° 982. Pour un refus de l'action fondée sur le fait que l'actionnaire, en même temps administrateur de la société, n'avait formulé aucune observation au

L'associé peut en second lieu exercer une action en vue de la réparation de son préjudice personnel : on parle alors d'action individuelle¹⁴. Cette action concerne le préjudice qu'il subit personnellement du fait du dirigeant de la société¹⁵. La recevabilité de cette action est conditionnée par le fait que le préjudice subi par l'associé (ou l'actionnaire) est distinct de celui éventuellement subi par la société elle-même. Il n'a pas à établir une faute du dirigeant détachable de ses fonctions¹⁶. En outre, même après avoir cédé ses titres, l'associé peut exercer son action individuelle car il s'agit de réparer son préjudice personnel. Egalement, les éventuels dommages intérêts lui reviennent intégralement et non à la société.

2. Les dirigeants responsables envers les tiers

Aujourd'hui en France, les dirigeants exercent des fonctions à risque dans une période de crise caractérisée par un environnement juridique et économique souvent hostile. En outre, certains dirigeants vont au-delà de la ligne rouge de l'honnêteté. Les actions en responsabilité sont donc très courantes, ce qui fait exploser les assurances en responsabilité civile dont les primes sont prises en charge par la société.

La situation des dirigeants dépend de celle de la société. Lorsqu'elle est in bonis, le dirigeant est bien traité, les juges étant indulgents à son égard et par principe, c'est la société qui supportera les conséquences des fautes commises par le dirigeant dans l'exercice de ses fonctions (cf. I-A ci-dessus). A l'inverse, le dirigeant sera souvent condamné personnellement.

Une condition est indispensable à cette condamnation : une faute détachable des fonctions.

Aujourd'hui, après une évolution jurisprudentielle, les dirigeants sociaux sont protégés comme les fonctionnaires. En cas de dommage causé par le fait fautif d'un dirigeant, le tiers doit en principe se retourner

moment où sont intervenus les agissements qu'il dénonçait par la suite : CA Paris, 11 mai 1982 : Gaz Pal. 1982, somm. P. 319.

14 Pour des exemples d'actions recevables en jurisprudence V. le cas d'un dirigeant présentant des comptes inexacts pour empêcher la distribution de dividendes (Cass. Req. 29 octobre 1934, DH 1934, p. 538) ou celui d'un dirigeant détournant les dividendes destinés à un associé (CA Paris, 2 mai 1935, Gaz. Pal. 1935, p. 113) ou plus récemment le cas d'un administrateur qui a intentionnellement induit en erreur un actionnaire minoritaire sur les causes et les conditions de rachat de ses actions dans le but de l'évincer de la société (Cass. Com. 8 novembre 2005, n° 03-19679). N'est en revanche pas admise l'action de l'associé ou de l'actionnaire contre le dirigeant en raison de l'amoindrissement du patrimoine social (Cass. Com. 12 juin 2012, n° 11-14.724).

15 Pour les associés et actionnaires V. les articles 1843-5, al 1 du code civil, les articles L. 223-22 al 3 et L. 225-252 du code de commerce.

16 Cass. Com. 9 mars 2010, n° 08-21.547, Bull. IV., n° 48.

contre la personne morale représentée, la responsabilité du dirigeant n'étant qu'exceptionnelle et subordonnée à la démonstration d'une faute détachable de ses fonctions et qui lui est imputable personnellement.

La jurisprudence a bien défini les critères de la faute détachable des fonctions.

Après une période d'irresponsabilité, un arrêt remarqué de la chambre commerciale du 20 mai 2003 est revenue sur cette indulgence. En l'espèce le gérant d'une SARL avait cédé à un fournisseur, en paiement d'une livraison de matériaux, deux créances qu'elle avait antérieurement cédées à une banque. Les juges de fond, approuvés par la Cour de cassation, ont fait droit à la demande du fournisseur invoquant la responsabilité personnelle de la gérante aux fins d'obtenir réparation du préjudice résultant du non-paiement des créances cédées. La Cour rappelle le principe que « la responsabilité du dirigeant à l'égard des tiers ne peut être retenue que s'il a commis une faute séparable de ses fonctions » et définit celle-ci « il en sera ainsi lorsque le dirigeant commet intentionnellement une faute d'une gravité particulière incompatible avec l'exercice normal de ses fonctions sociales »¹⁷. Deux éléments sont à prendre en compte : le caractère intentionnel de la faute et sa particulière gravité¹⁸. Des arrêts plus récents admettent cette responsabilité même dans le cas où ils ont agi dans le cadre de leurs attributions si elles ont constitué, de la part de leurs auteurs, des fautes intentionnelles d'une particulière gravité incompatibles avec l'exercice normal de leurs fonctions sociales.

Il convient de préciser que la faute détachable envisagée ci-dessus n'est pas applicable dans les rapports internes, comme l'a confirmé un arrêt de la Cour de cassation du 4 février 2014¹⁹.

B. Les salariés

Pour terminer, les actes des salariés qui causent des dommages seront sous la responsabilité de la société du fait de ses préposés. Les salariés, en tant que préposés, n'engagent leur responsabilité personnelle à l'égard des tiers que s'ils ont agi en dehors des limites de la mission qui leur a été

17 Cass. Com. 20 mai 2003, n° 99-17.092; Cass. Com. 26 février 2008, n° 05-18.569

18 CA Paris, ch. 5-9, 10 octobre 2013, n° 12/22503, SA Coopérative des Parfumeurs Passion Beauté c/Hirou, RJDA 2014, n° 129 appliquant ces principes en refusant de prendre en compte l'intuitu personae de la convention qui ne peut avoir pour effet de rendre personnellement responsable le dirigeant social de plein droit car il concernait la société et non son dirigeant.

19 Cass. Com. 4 février 2014, n° 13-13.338.

impartie²⁰ ou s'ils ont été condamnés pénalement pour avoir intentionnellement commis, fût-ce sur ordre de leur employeur, une infraction ayant causé un préjudice aux tiers²¹.

Conclusion

Ce bref tour d'horizon de la responsabilité civile en droit des sociétés en France montre qu'elle va dépendre en partie de la situation économique, ce qui est logique, les sociétés civiles ou commerciales étant un des acteurs économiques importants. En cette période de difficultés économiques, le nombre croissant de défaillances de sociétés explique sans doute les actions contre les dirigeants, le droit français des sociétés organisant un régime spécifique de responsabilité civile des dirigeants qui ne concerne que les dirigeants de droit, les dirigeants de fait relevant du droit commun de la responsabilité civile délictuelle.

Bibliographie

- Cozian M., Viandier A. et Deboissy F., *Mementos Pratique Francis Lefebvre, Sociétés Commerciales* 2014.
Droit des sociétés, n° 261.
- Deen Gibrila V., *Responsabilité civile des dirigeants de société*, éd. Francis Lefebvre 2013.

²⁰ Cass. Ass. Plén. 25 février 2000, n° 97-17378 et 97-20152, Bull AP, n° 2.

²¹ Cass. Ass. Plén. 14 décembre 2001, n° 00-82066, Bull. AP n° 17.